

Lutte de classe

PT 2005 : entre mystification et culture des illusions

Présentation

Le congrès d'un parti est toujours un événement politique, qu'il passe inaperçu ou non, peu importe.

Engagés activement dans la discussion et le combat pour la construction d'un authentique parti révolutionnaire en France, nous avons pensé qu'il n'était pas inutile de revenir brièvement sur un certain nombre d'événements auxquels le PT a été partie prenante en 2005, ses positions, déclarations, etc., dans le cadre de la préparation de son XIV^e congrès.

Le ton volontairement polémique que nous employons ici est à la hauteur de la gravité de la situation économique et sociale à laquelle les travailleurs et jeunes sont confrontés quotidiennement.

Nous nous situons uniquement sur le terrain de la lutte des classes, et nous rejetons par avance les méthodes qui tendraient à étouffer la liberté d'expression des militants. Nous partons également du principe que la discussion ne peut être libre, qu'à partir du moment où elle repose uniquement sur des faits réels et des positions argumentées.

Pour réaliser ce document, nous avons repris les textes que nous avons publiés tout au long de l'année 2005, sous forme d'extraits, en y ajoutant quelques rapides commentaires. L'ensemble de ces textes sont consultables sur le site *Lutte de classe*.

N'hésitez pas à nous faire connaître vos réactions ou commentaires avisés, nous vous répondrons.

01-05

Voter non le 29 mai pour stopper l'Union européenne et sa politique...

Nous avons dénoncé cette position électoraliste, parlementarisme, petite-bourgeoise, car en dehors de toute mobilisation des masses, il était évident que la victoire du non, que nous avons pronostiquée dès le deuxième semestre 2004, ne changerait pas la donne. La suite des événements nous a amplement donné raison, malheureusement.

La question essentielle n'était pas de savoir si les masses se mobiliseraient ou non le soir du 29 mai, nous savions pertinemment à quoi nous en tenir, nous n'avions aucune illusion à ce sujet, mais de proposer une perspective politique pour concrétiser la victoire du non, au lieu de s'en tenir à un simple bulletin de vote et d'entretenir des illusions.

Peut-il y avoir un réel changement de politique dans ce pays sans mobilisation massive, par millions, des travailleurs ? C'est en tenant compte de cette réalité incontournable, que nous posons la nécessité de descendre dans la rue le 29 mai, pour montrer la voie.

Suite de la campagne de calomnies engagée fin 2004 contre le site *Lutte de classe*, orchestrée par la direction du PT.

Explication : jusqu'à présent le PT n'avait pas de site Internet officiel, le site *Lutte de classe* avec ses milliers d'articles d'Informations ouvrières palliait cette carence d'une certaine manière. Mais il s'agissait là d'un site indépendant que la direction du PT ne contrôlait pas : inacceptable pour elle. Pour remédier à cette situation, la direction du PT a décidé de se doter rapidement d'un site national. Dès qu'elle fut prête à lancer son site, elle fit tout ce qui était possible pour faire disparaître le site *Lutte de classe*, d'où les calomnies, manipulations, falsifications, dénonciations haineuses, exclusions, intimidations verbales et physiques, etc.

03-05

La construction d'un parti révolutionnaire dans tous les pays n'est pas son objectif.

Pas un mot dans *Informations ouvrières* sur la nécessité de construire un parti révolutionnaire en Georgie, Ukraine, etc., pas de lien avec la situation en France et l'absence d'un tel parti, étrange non ?

Mais dénonciation de ces *révolutions* pilotées par Bush et l'Union européenne, sans dire un mot de la mobilisation des masses contre la misère qui les frappe très durement, et leurs illusions...

Surtout, éviter à tout prix de poser la question du parti révolutionnaire. On comprend très bien pourquoi : parce que le PT n'est pas un parti révolutionnaire. La question est devenue tabou au PT.

Le PT préfère laisser la LCR se présenter seule comme un parti révolutionnaire, livrant les travailleurs les plus déterminés à combattre contre le capitalisme à cette organisation crypto-stalinienne, avant qu'ils ne s'en détournent écoeurés et cessent tout combat politique pour la plupart.

Le PT ne serait-il pas un obstacle à la construction d'un parti révolutionnaire en France ?

La résolution du bureau confédéral de FO du 30 et 31 mars 2005

Les cadres de Force ouvrière du PT, courant CCI refusent de voter le 30 et 31 mars contre la résolution confédérale justifiant le refus de FO d'appeler à voter non au référendum, finalement ils s'abstiendront.

D'un côté, en tant que cadres du PT-CCI, ils appellent à voter non, de l'autre en tant que cadres FO, en accord évidemment avec le bureau national, ils disent "oui-non" ! Cela ne vous rappelle-t-il rien ?

Une preuve de plus de la collusion, de la compromission, des liens étroits et des intérêts communs qui unissent le PT et la direction réformiste et pourrie de FO. Ce qui ne manque pas évidemment d'influencer la ligne politique du PT.

Le lendemain du 29 mai, le PT refusera de voir dans la victoire du non un rejet massif du gouvernement, de son côté, la direction de FO se rendra à Matignon pour soutenir le régime ébranlé. Bref, le PT et FO sont devenus complémentaires.

Le PT n'a pas arrêté de dénoncer ceux qui étaient sur une position "oui-non" ou "non-oui", ce qui était juste jusqu'à un certain point, mais en réalité, c'était pour mieux camoufler sa propre capitulation devant l'État bourgeois et ses institutions.

Les faits sont les faits, on ne les a pas inventés et chacun peut les vérifier.

La politique occulte de la direction du PT et ses relations avec le pouvoir.

Un décret du 18 mars 2005 interdisait d'antenne (TV-radio) et d'affichage le PT, notamment.

Nous écrivions alors :

« *Question : comment se fait-il que la direction du PT réagit publiquement aux décrets du 18 mars, le 2 mai, soit 45 jours plus tard ?*

Question : comment se fait-il que la direction du PT n'a saisi le ministère de l'Intérieur que le 29 avril, alors que les décrets avaient été publiés au Journal Officiel le 18 mars, soit 42 jours plus tôt ?

Question : la direction du PT n'était-elle pas au courant de ces décrets ? »

Nous poursuivions plutôt étonnés :

"Question : comment se fait-il qu'aucun site Internet du PT ne reprend en première page les communiqués de la direction du PT ? Sont-ils destinés à une diffusion confidentielle ? Ne faut-il pas faire connaître par tous les moyens légaux la situation actuelle ?"

Notre conclusion :

"Tout ceci suffit amplement à prouver qu'il existe bien une politique occulte pratiquée par la direction du PT, et que les militants n'en ayant pas connaissance, on peut affirmer qu'ils sont ainsi manipulés sans aucun scrupule par la direction du PT." »

En réalité, pendant ces 45 jours, la direction du PT a tenté en vain d'infléchir la décision du gouvernement à travers des rencontres et des discussions très discrètes, qui n'ont jamais été portées à la connaissance des militants, évidemment.

Quelle autre explication pourrait-il y avoir ? Posez donc leur la question, pour ceux qui en ont le courage ou en ressentent le besoin. Nous sommes prêts à prendre en compte tout nouvel élément qui infirmerait ce que nous avons écrit, et si cela se produisait, nous publierions immédiatement un rectificatif en première page de notre site, avec nos excuses.

04-05

Nouvelles calomnies contre l'auteur du site *Lutte de classe*.

Coup monté et manipulation dirigés contre l'auteur du site *Lutte de classe* par la fédération du Rhône du PT, impulsés par le dénommé Dan et Legoff, en m'attribuant frauduleusement le contenu d'un mail que j'avais reçu et dont j'avais envoyé des extraits à la direction du PT.

Je serai dénoncé comme *stalinien* et *ennemi n°1 du PT*, rien que cela, **sans m'avoir jamais contacté ou entendu, sans la moindre preuve pour étayer cette accusation**, qui se transforme alors en calomnie. Le droit à la défense n'existe pas au PT, pas plus que la démocratie en général. Cela rappelle fâcheusement les méthodes

utilisées lors des fameux procès de Moscou organisés par Staline, en tout cas les méthodes sont les mêmes, désolé de le dire.

Acharnement et amplification de la machination dirigée contre le site *Lutte de classe*.

Résolution du bureau national du PT. Dans une Lettre adressée aux sections, ils dénoncent le site *Lutte de classe* et son auteur. Afin de tenter de le faire disparaître, le bureau national va exiger des sites PT de retirer leur lien vers le site *Lutte de classe*. Tous s'exécuteront comme un seul homme ! Ce qui en dit long sur la dégénérescence du PT, de ses structures et de ses cadres, des bénis oui-oui adeptes du culte de la personnalité... Trois sites du PT à éviter particulièrement, la voix de son maître : celui de Bagnolet, d'Ivry et de Saint-Malo.

Pour ce qui est de faire disparaître le site *Lutte de classe*, c'est raté ! Sans le soutien d'un certain nombre de militants du PT et d'ex-militants du PT, il n'existerait plus depuis longtemps, nous voulons bien l'avouer.

Au contraire, cela a renforcé notre détermination à continuer. Suite à cette expérience pleine d'enseignements, on peut affirmer que le PT et particulièrement sa direction sont l'obstacle n°1 à la construction d'un parti révolutionnaire en France, à la construction d'un véritable parti ouvrier indépendant, indépendant du capital et de ses institutions, mais aussi de l'ensemble des appareils réformistes et staliniens du mouvement ouvrier.

05-05

29 mai : victoire du non au référendum.

Le lendemain, le PT affirme que c'est *une victoire contre l'Union européenne*, refusant obstinément d'y voir un rejet massif du gouvernement Chirac-de Villepin, il s'agit de protéger absolument le pouvoir en place en toute circonstance, le doute n'est plus permis, et nous en aurons confirmation 6 mois plus tard, lors de l'embrasement des banlieues ouvrières. Et de justifier sa ligne politique.

Le PT avait refusé d'appeler à la moindre mobilisation le soir du 29 mai, peut-être doutait-il encore de la victoire du non, ce qui n'aurait rien eu d'étonnant, ces dirigeants sont totalement coupés des masses depuis des décennies...

Par contre, ils avaient affirmé que la victoire du non aurait une suite dans la lutte de classe, dans les entreprises, laissant entrevoir la possibilité de réelles avancées sociales... Quelles illusions encore ! C'était oublier un peu vite les appareils arc-boutés pour soutenir le régime en place. Quel oubli révélateur ! Les appareils ont conduit depuis chaque mobilisation à l'échec : SNMC, RM, privatisation EDF, SNCF, etc.

Exclusions du PT.

Exclusion du PT du responsable fédéral de l'Yonne, ainsi que 15 de ses camarades. Ce camarade a notamment refusé de rompre ses relations avec le site *Lutte de classe*, et il a dénoncé les méthodes employées la direction du PT... Pour en savoir plus, la suite très prochainement en principe, nous respectons toujours notre parole.

08-05

Protéger les appareils, les fossoyeurs de l'indépendance des syndicats.

Texte de Roger Sandri (Angelo Geddo) intitulé *La réforme de l'ONU*, prétendant prendre la défense de l'indépendance des syndicats. En réalité, c'est tout le contraire, puisqu'il réussira le tour de force de faire totalement l'impasse sur le rôle et la responsabilité des appareils de la CGT, de FO et du PS et du PCF, leur laissant les mains libres. Mieux encore, il ne les citera à aucun moment !

Une véritable escroquerie intellectuelle ou une falsification de l'histoire du mouvement ouvrier si vous préférez, qui prouve pour qui roule le PT, ceci confirmant cela. Merci Angelo Geddo pour cette clarification.

Les faits, les faits comme n'arrêtent pas de répéter les dirigeants du PT. Sauf qu'on peut toujours leur faire dire ce qu'on veut, d'en oublier certains, par exemple, c'est tellement facile. Et c'est tellement difficile de le prouver, que chacun peut raconter n'importe quoi sans prendre trop de risques ! En fait, il faudrait les croire sur parole et ne se poser aucune question.

Désolé de notre insolence, mais nous prétendons conserver notre entière liberté de penser, en toute circonstance.

Opportunisme, à défaut d'imagination.

Édito *d'Informations ouvrières* n° 702.

Nous avons écrit :

« *La première phrase de cet éditorial est éloquente : "Il se passe quelque chose de stupéfiant dans ce pays". Que se passe-t-il donc de si extraordinaire ? Le gouvernement de Villepin profite de la période des vacances d'été pour faire passer des lois pourries (par ordonnances). Et alors ? C'est tout ? Oui, pas davantage. Et il va sans doute en*

profiter pour augmenter le prix de l'essence, des timbres, de l'électricité, etc., comme l'ont fait chaque année tous les gouvernements depuis que les congés payés existent. »

Marc Gauquelin (Lacaze) aurait sans doute été moins "stupéfié" s'il n'avait pas été piégé par les propres illusions qu'il colporte. Navrant décidément !

Édito d'Informations ouvrières n° 703.

Nous avons écrit :

« Ainsi on apprend que "tout le monde proteste" à l'annonce du contrat "nouvelle embauche". " Tout le monde " ? C'est bien vague tout cela ! On pourrait même imaginer des députés UMP ou UDF protestant, pourquoi pas ! Je suis sûr que la CFDT en est toute retournée !

Continuons patiemment cette lecture.

Au lieu de dire les choses clairement et sans détours, d'éliminer toutes les zones d'ombre qui pourraient obscurcir la compréhension des travailleurs, on a le droit à une question plutôt surprenante :

"Une majorité de conseils généraux de gauche ne se rendent-ils pas ainsi complices de l'opération ? Pourquoi ?" »

Nous ajoutons aujourd'hui le commentaire suivant :

Quelle question incongrue ! Mais pas vraiment innocente. C'est vraiment prendre les travailleurs et les militants pour des cons que de vouloir encore leur faire croire que le PS pourrait être autre chose que ce qu'il est, de colporter des illusions dans ce parti bourgeois. Mais cette position du PT est nécessaire pour justifier sa tactique en direction des élus et cadres du PS... Et quel cynisme !

Cela confirme autre chose : l'inexistence de courant au sein du PT, C'est bien la direction du PT courant CCI qui décide l'orientation de chaque courant, et les positions soi-disant défendues par tel ou tel courant sont en fait les positions du courant CCI qui dirige et contrôle la totalité des instances du PT. Les illusions diffusées généreusement sur une "réforme" possible du PS et du PCF appartiennent bien à la totalité du PT, et non à un courant particulier. S'il s'était agi de nous faire croire qu'il existait un minimum de démocratie au sein du PT, l'opération s'avère plutôt foireuse !

Nous poursuivions plus loin:

« Revenant sur la situation actuelle, notre éditorialiste pose encore une question pour le moins déplacée :

"N'y a-t-il pas là l'explication de la situation incroyable dans laquelle nous sommes plongés, deux mois après le 29 mai ?" »

Nous ajoutons le commentaire suivant :

Incroyable ! Non, prévisible.

Nous sommes des crétins en somme : nous aurions dû penser que la crise à laquelle doit faire face le capitalisme français aurait dû disparaître comme par enchantement le lendemain du 29 mai, que le gouvernement au service du capital aurait dû prendre en compte les résultats du référendum et que les appareils en auraient profité pour appeler à la grève générale...

Décidément ce Marc Gauquelin va de surprise en surprise. Il est bien le seul ! On justifie sa ligne politique comme on peut, quitte à raconter n'importe quoi.

Démocrates de tout bord : unissez-vous !

Édito d'Informations ouvrières n° 704.

Nous écrivions :

« Mais où cela se gâte vraiment c'est dans le paragraphe suivant ? Que lit-on ? :

"Existe-t-il un autre moyen de poser la question de l'unité qui devrait se réaliser sur cette base entre tous les partis qui se réclament tout simplement de la démocratie et qui, par-là même, doivent condamner Bruxelles et ses directives ? "

Vous ne rêvez pas, il est question d'un appel à réaliser " l'unité entre tous les partis qui se réclament tout simplement de la démocratie ", cela va donc de l'UMP-UDF au PCF, puisque tous ces partis se réclament de la démocratie, oui ou non ?

On touche le fond. »

10-05

Alimenter les illusions dans le régime

Convention nationale du 16 octobre 2005 à Paris.

Nous écrivions :

« Parmi ces initiatives, vous avez sans doute sous les yeux " La lettre au Premier ministre adoptée par la Convention nationale " intitulée : " Monsieur le Premier ministre nous vous demandons de nous recevoir " .

Quel est l'objet de cette demande de rendez-vous ?

Il est écrit dans cette lettre que :

" Réunis dans cette convention nationale, nous avons décidé de nous adresser à vous, parce que, dans une situation aussi terrible, il faut trouver des solutions et qu'il n'est pas possible que des choses aussi dramatiques se poursuivent. "

Nous devons avouer que nous avons été stupéfaits en lisant ces lignes : Comment est-il possible que le Parti des travailleurs, associé à cette initiative, puisse demander au Premier ministre de Villepin " de trouver des solutions " à la situation catastrophique qu'il a lui-même contribué à créer ? Pire : le Parti des travailleurs ne se propose-t-il pas d'aider le gouvernement à " trouver des solutions " ? La formulation " il faut trouver des solutions " peut le laisser entendre, mais nous n'irons pas jusque là. »

11-05

Couardise et allégeance au gouvernement au moment des émeutes dans les banlieues ouvrières.

Édito d'*Informations ouvrières* du 9 novembre

Nous écrivions :

« D'une part, ce parti qui se veut indépendant, se montre incapable de rédiger son propre communiqué, se camouflant honteusement derrière le "bureau permanent du Comité national pour la reconquête de la démocratie". C'est son problème après tout. Mais quel courage ! Quelle audace !

D'autre part, le contenu de ce communiqué ne condamne pas le recours par le gouvernement au couvre-feu, une véritable déclaration de guerre contre la population, les travailleurs et la jeunesse en général des banlieues ouvrières, pire à l'unisson de la réaction, il "exprime sa plus vive préoccupation", et de la "gauche" "ses plus vives inquiétudes sur les mesures que le gouvernement vient d'annoncer", sans les condamner fermement, nous le répétons, espérant sans doute que tout rentrera dans l'ordre le plus vite possible. »

Le capitalisme, un modèle pour les travailleurs et la jeunesse, il aurait encore un avenir !

Nous écrivions plus loin :

« Pire encore, relisez bien cette phrase : "C'est le travail, et les relations de travail organisées, garantissant à chacun sa place et son avenir dans la société, qui font le tissu social serré, qui, génération après génération, a vu la classe ouvrière de notre pays intégrer toutes ses générations et toutes ses composantes, quelle que soit leur origine.", pour affirmer un peu plus loin, que c'est ce qui s'est "déchiré", et qui produit la situation que nous connaissons aujourd'hui.

Qu'est-ce à dire : qu'il fut une époque, sans doute glorieuse, où le capitalisme garantissait "à chacun sa place et son avenir dans la société" et que chacun s'en trouvait fort bien ?

De quelle société peut-il s'agir ? Ils ne doivent pas parler des travailleurs et de la jeunesse, ils se mettent à la place des capitalistes sans aucun doute, quand ils disent que la société garantissait un avenir à chacun, quant à nous, nous n'en avons aucun souvenir.

Comprenez bien : Autrefois, l'exploitation capitaliste était la référence en matière de travail, de relations de travail, d'avenir dans la société, bref, du bien-être social, comme on regrette cette époque dorée !

A quoi bon combattre pour le socialisme, quand il suffit de revenir en arrière, au bon vieux temps du capitalisme "généreux" et "humaniste", de la "démocratie politique" ! On a les références qu'on peut ! »

Inconsistance.

Nous poursuivions :

« " la crise actuelle ne sera dénouée que par l'action du plus grand nombre", ce qui ne veut absolument rien dire, et en évitant soigneusement de poser la question centrale de la grève générale illimitée jusqu'à satisfaction de toutes les revendications qui est sur toutes les lèvres des manifestants depuis les grèves du printemps 2003 jusqu'à celle du 4 octobre 2005. »

Édito d'Informations ouvrières du 16 novembre.

Gluckstein au secours du gouvernement.

"Mais aucun ne dit cette vérité pourtant indiscutable : c'est le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et l'Union européenne qui ont dicté toutes les politiques appliquées en France depuis vingt-cinq ans. ". Il escamote la question déterminante : qui prend les décisions en dernière analyse ? Le chef de l'État et le gouvernement français.

Gluckstein soutient le régime en place.

"Échec du modèle républicain hérité de la Révolution française ? Non ! "

Défense de l'État bourgeois.

"Toutes ces statistiques découlent de mesures, de lois, de contre-réformes, qui portent les noms de ministres, " de droite " ou de " gauche " selon les années, mais toujours exécutants zélés des directives européennes. "

Pas tout à fait et la nuance est de taille : "exécutant" **pour le compte du capitalisme français.**

La République bourgeoise : le modèle parfait, un bien commun ! Que demande le peuple ?

"Les coupables, ce sont les politiques qui se sont attachées à détruire l'égalité républicaine et les conquêtes sociales. Mais pas la République elle-même, qui, dès son origine, garantissait que " le but de la société est le bonheur commun ", que " le gouvernement est institué pour garantir à l'homme la jouissance de ses droits naturels et imprescriptibles " et que " la loi doit protéger (...) contre l'oppression de ceux qui gouvernent ". "

Gluckstein défend la République telle qu'elle existe depuis 1789, c'est son droit. C'est le nôtre de démontrer la perversité, les insuffisances, les faiblesses et les abus de pouvoir que cette République a engendrés ou maintenus jusqu'à nos jours, au détriment des droits de l'immense majorité de la population.

"Reconquérir 1793 en France, reconquérir 1776 aux États-Unis, n'est-ce pas cela, chez vous comme chez nous, la reconquête de la démocratie ?"

Cet éditorial a au moins le mérite de nous permettre de faire le point sur la stratégie du PT.

Reconquérir 1793, c'est un peu comme si chaque travailleur avait sur sa table de chevet un livre ouvert à la page Révolution française, et que la suite de l'histoire, la lutte des classes n'avait jamais eu lieu, et qu'elle n'était pas pleine d'enseignements. Sans vouloir être inutilement désagréable vis-à-vis de Daniel Gluckstein, nous nous demandons parfois dans quel monde il vit ?

12-05

Quand le PT réalise le front populaire avant l'heure.

On apprend sur le site Internet du PT que Georges Sarre participera au meeting du 18 janvier 2006 appelé par le *Comité national pour la reconquête de la démocratie politique.*

Georges Sarre, ancien ministre et maire du XI^e arrondissement de Paris, est le premier secrétaire du Mouvement Républicain et Citoyen (MRC ex-MDC), le parti dont Jean-Pierre Chevènement est le président d'honneur.

N'ayant pas été sollicité pour participer aux "*États généraux de la gauche*", complètement isolé, marginalisé par les médias, le MRC se rapproche donc du PT.

Curieusement, quand on consulte le site national du MRC ou celui de Georges Sarre, on trouve un nombre important de textes, rendez-vous, photos, etc., mais pas un mot sur sa présence à ce meeting du 18 janvier 2006, comme s'il en avait honte et devait le cacher à ses propres militants.

Après tout, les positions des deux parties se ressemblent sur bien des points. Lors du Conseil national du MRC du 18 décembre 2005, G. Sarre n'a-t-il pas expliqué que "*la République est une idée moderne. Oui, la France a plus que jamais besoin de République et de Républicains.*" (site Internet du MRC)

La République, mais laquelle ? Toute la question est là. Étrangement, Sarkozy, Bayrou comme Chirac s'en réclame également. Donc il y a problème. Pourquoi personne ne veut préciser de quelle République il se revendique ? Quel intérêt le PT a-t-il à entretenir cette confusion ?

A défaut de préciser de quelle République il s'agit, cela laisse la porte ouverte à toutes les combinaisons politiques possibles et à toutes les compromissions par la même occasion.

Nous vivons sous une République parlementaire bourgeoise, une république au service du capital depuis 1789, pour être bref.

En dehors de cette République bourgeoise, de quelle république peuvent-ils se réclamer les uns et les autres ?

Sarre et Gluckstein engageraient le combat pour une République socialiste, que ce serait une bonne nouvelle, admettons-le provisoirement, mais nous constatons que ce n'est pas le cas à ce jour, aucun des deux ne le dit. On ne peut pas leur faire dire des choses qu'ils n'ont pas dites, il faut rester honnête.

Sans revenir sur l'ensemble des états de service de Sarre et Chevènement passés aux côtés de Mitterrand, au service de l'impérialisme français, évoquons deux positions politiques inacceptables.

Le MRC promoteur de l'intercommunalité forcée.

Rappelez-vous aussi que c'est Chevènement qui est à l'origine d'une loi majeure sur la décentralisation, la loi du 12 juillet 1999, dite « loi Chevènement », qui visait à renforcer et simplifier la coopération entre les collectivités territoriales, consacrée par la loi du 6 février 1992 qui devait favoriser le développement de nombreux liens entre les communes, autrement dit l'intercommunalité, dénoncée depuis à juste titre par de nombreux maires.

Le MRC se prononce-t-il pour l'abrogation de cette « loi Chevènement » ?

Le MRC pour le rétablissement du service militaire, voilà qui devrait répondre aux aspirations des jeunes :

" Jacques Chirac, en annonçant la création d'un service civil, a reconnu implicitement que sa décision de supprimer le service national n'était pas une bonne décision", selon Georges Sarre (site Internet de G. Sarre).

Les alliances ponctuelles et parfois durables du PT avec tel ou tel parti ou personnalité sont fonctions de ses intérêts propres et non ceux des travailleurs et des jeunes.

La direction du PT trouve toujours un bon prétexte pour ne pas s'allier, même le temps d'une campagne, avec la LCR, LO et d'autres organisations, groupes, fractions ou associations, parce qu'ils ne seraient pas fréquentables, mais lorsqu'il s'agit de s'encanailler avec des élus de tout bord, de personnalités, de membres de l'élite intellectuelle, là bizarrement elle n'y trouve rien à redire. Les militants du PT apprécieront.

Conclusion.

Le PT suit sa lente décomposition et dégénérescence petite-bourgeoise depuis la disparition du PCI, dont pour notre part, nous ne sommes pas nostalgiques.

Pour justifier l'abandon du programme de la révolution prolétarienne et de la construction d'un parti révolutionnaire en France, sa direction persiste à défendre une ligne politique opportuniste et droitière qui la conduit de plus en plus ouvertement à soutenir le régime en place. Nous en avons apporté la preuve à travers de multiples exemples, cette liste ne prétend pas être exhaustive.

Sa politique subordonnée principalement à l'appareil de Force ouvrière, en fait le parti syndical des fonctionnaires, l'aile gauche réformiste de FO en quelque sorte, sa bonne conscience pour mieux berner les syndiqués et les travailleurs.

Cette adaptation aux appareils, ses liens de plus en plus tenus et sa dépendance à l'égard de l'appareil de FO sont rendus nécessaires pour assurer la survie de son propre appareil et continuer à exister en tant que parti.

Sa direction n'hésite pas à employer des méthodes stalinienne pour éliminer les militants et cadres qui posent trop de questions ou manifestent le moindre désaccord avec elle, aussi bien sur sa ligne politique, ses mots d'ordre ou le fonctionnement interne du PT. La direction du PT ne peut supporter le moindre souffle de démocratie à l'intérieur du parti, car ce serait une brèche dans son pouvoir et son contrôle absolu sur l'ensemble du parti.

Les militants du PT se sont transformés petit à petit en vendeurs de journaux de la SARL *Informations ouvrières*, appelés à mendier trois sous pour financer principalement l'appareil du PT.

Un responsable de fédération m'a raconté qu'il prenait l'argent récolté lors des diffusions pour pouvoir régler les IO qu'ils avaient dû commander à Paris, mais que les militants n'avaient pas vendus, afin d'éviter d'avoir des problèmes avec la direction du PT qui le harcelait en permanence, après lui avoir imposé un quota de journaux impossibles à atteindre, toute discussion étant impossible. Cela ne s'invente pas.

Quand un objectif n'a pas été atteint, la direction n'hésite pas à fustiger les militants, alors que c'est plutôt sa ligne politique, sa tactique et sa stratégie qui sont en cause. Tous les efforts de ces courageux militants que nous respectons, sont déployés en pure perte : le nombre d'abonnements au journal n'a pas augmenté et le recrutement a dû suivre la même tendance. Il faut aussi se méfier des chiffres annoncés qui ont donné lieu dans le passé à des manipulations. (nombre de militants, de participants à un meeting ou à une manifestation, etc.)

Ce qui caractérise le plus ce parti, c'est l'absence de propagande, d'agitation politique proprement dit. Il se contente d'éditoriaux le plus souvent soporifiques adressés à une frange restreinte de travailleurs, d'analyses pertinentes mais débouchant sur aucune perspective politique réelle...

On aura compris que son objectif n'est pas la construction d'un parti, mais d'assurer la pérennité et la survie de son appareil, dont les principaux dirigeants se partagent le pouvoir sous la direction de Pierre Lambert depuis des décennies.

De silences en abandons, d'hésitations en oscillations, de faiblesses passagères en erreurs grossières et persistantes, de reniements en compromissions, la lente décomposition du PT se poursuit au grès des événements, dans l'indifférence générale, y compris de la part de ses militants, semble-t-il.

Le XIVe congrès du PT sera-t-il l'occasion d'un réveil et d'un sursaut ? il faudrait être naïf pour le croire.